

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 juillet 2017

RÉGULATION DE LA VIE PUBLIQUE (LOI ORGANIQUE) - (N° 99)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CL76

présenté par

M. Viala

ARTICLE 6

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Ces interdictions s'étendent à tous les élus dont le niveau de responsabilité le justifie : sénateurs, présidents de Conseils Régionaux, de Conseils Départementaux, de communautés de communes et d'agglomération, de communes de grande taille. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

De la même manière que tout député, quelles que soient ses responsabilités au sein de l'Assemblée nationale, devra se soumettre à ces obligations une fois le texte voté, tout élu devra également s'y soumettre, quel que soit son niveau de responsabilité au sein de la collectivité qu'il représente. Les problématiques liées aux activités de conseil quand elles sont exercées par les parlementaires sont identiques au niveau local quand celles-ci sont exercées par un dirigeant d'exécutif local.